



**PRÉFÈTE
DU LOIRET**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la Protection des Populations
Sécurité de l'Environnement Industriel**

Affaire suivie par Marie-Pascale Roulleau
Tél : 02 38 42 42 76
Mél : marie-pascale.roulleau@loiret.gouv.fr
ddpp-sei@loiret.gouv.fr

Orléans, le

- 1 OCT. 2024

LETTRÉ RECOMMANDÉE AVEC A. R.

Monsieur le Directeur,

L'inspection des installations classées de la DREAL a procédé le 27 juin 2024 à une visite de l'établissement que vous exploitez sur le territoire de la commune d'ENGENVILLE. Le rapport de cette inspection vous a été transmis par courrier du 14 août 2024.

Au vu de ce rapport, j'ai remarqué les actions que vous avez réalisées et qui ont permis de résorber des écarts antérieurs.

Cependant, lors de cette visite, 8 écarts susceptibles de conduire à une dégradation du niveau de sécurité de vos installations et d'avoir un impact important sur l'environnement ont été constatés.

Je vous rappelle que votre responsabilité est engagée en cas d'absence de mise en place, dans les meilleurs délais, des actions correctives en réponse aux constats réalisés ou de transmission des justificatifs attendus et que les mesures et sanctions prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement pourraient alors être appliquées.

Pour les 2 écarts les plus importants, relatifs au contrôle ponctuel des émissions atmosphériques et aux installations de transfert de pellets, vous trouverez en pièce jointe un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Vous disposez d'un délai de 30 jours à compter de la présente notification, pour présenter par écrit vos éventuelles observations sur ce projet.

De plus, il ressort des constats C1 et C2, que les prescriptions 4a1, 4b1 et 4c de l'arrêté de mise en demeure du 8 novembre 2022 qui étaient à réaliser avant le 8 février 2023, ne sont pas respectées. Néanmoins, compte tenu des mesures correctives mises en œuvre dans votre établissement ou en cours de mise en place, je vous accorde un délai complémentaire jusqu'au 1^{er} décembre 2024 pour résorber ces écarts.

Quant au constat C9 concernant le bruit ayant précédemment donné lieu à l'arrêté préfectoral d'astreinte journalière du 8 septembre 2023, j'ai bien noté les conclusions favorables du rapport de mesures acoustiques que vous avez transmis le 13 août 2024. Ce rapport doit cependant faire l'objet d'un examen approfondi par la DREAL.

.../...

Monsieur le Directeur
de SIDESUP
12 rue du moulin
45300 ENGENVILLE

Par ailleurs, votre obligation de suivi en continu du paramètre Nox ayant été supprimée, je vous informe que le point 4d de l'arrêté de mise en demeure du 8 novembre 2022 est devenu sans objet.

Pour finir, j'ajoute que je prends acte de vos demandes de mise en place de cyclofiltres et de démantèlement des laveurs d'air.

Je vous rappelle toutefois qu'il est de votre responsabilité de respecter l'ensemble des éléments que vous avez donnés et des engagements que vous avez pris dans le cadre de ces demandes.

Bien que ces modifications ne soient pas substantielles au regard des dispositions de l'article R 181-46 du code de l'environnement, les prescriptions d'exploitation de votre établissement seront révisées par un arrêté préfectoral complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

**Pour la préfète et par délégation,
pour le secrétaire général absent,
le secrétaire général adjoint**



Adrien Méo